



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Caisse d'allocations
familiales
de Loire-Atlantique
Nantes

Lundi 26 février 2024

Troupes russes hors d'Ukraine !

Droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même !

Halte aux puissances impérialistes de l'Otan qui transforment en dollars le sang des travailleurs et des peuples !

Le 24 février 2022, après huit ans de conflit larvé, les chars russes franchissaient la frontière ukrainienne. Deux ans de terribles destructions humaines et matérielles, de déplacements de millions de personnes. Sans qu'on voie la fin de cette guerre.

Une guerre qui s'est accompagnée d'une répression féroce à l'intérieur de la Russie : si l'assassinat d'Alexeï Navalny est le plus médiatisé, ce sont des centaines d'opposants et opposantes à la guerre qui ont été enfermés et jetés dans les prisons de Poutine. Malgré cela, les voix continuent à se faire entendre contre cette sale guerre, comme ces femmes de soldats qui manifestent chaque week-end.

Ceux qui ont intérêt à faire durer la guerre

L'invasion de l'Ukraine est intervenue dans un cadre de concurrence impérialiste de la Russie avec l'Occident, les États-Unis en tête, suivis de ses sous-fifres européens dont la France. Sous prétexte d'aide à l'Ukraine, les budgets militaires des pays européens ont explosé, au profit de leurs fournisseurs d'armement. Des milliers de soldats, français, britanniques, américains, ont été déployés à l'est de l'Europe, notamment en Roumanie. Loin d'aider le peuple ukrainien, les États impérialistes occidentaux ne font qu'accroître les risques de généralisation du conflit. Car ce qui compte, pour eux, c'est avant tout de défendre les intérêts de leurs capitalistes ! Comme les autres membres de l'Otan, la France de Macron et son industrie d'armement y ont gagné leur part. Une enveloppe globale de 413 milliards sur sept ans est prévue pour l'armée française. Après quoi Bruno Le Maire nous annonce qu'il va falloir faire 10 milliards d'économies sur l'école et les hôpitaux afin de boucler son budget.

Après avoir financé largement l'armée de Zelensky pendant deux ans, le Congrès américain bloque tout financement de l'armée ukrainienne depuis deux mois. Après tout, le régime de Poutine

reste un pilier de l'ordre impérialiste – les ouvriers biélorusses (en 2020), kazakhs (en 2021-2022) et les classes populaires syriennes (en 2015) en ont fait les frais.

Et tous sont déjà depuis plus d'un an dans les starting-blocks de la course à la future reconstruction de l'Ukraine. Aujourd'hui le futur marché de la reconstruction est évalué entre 500 et 600 milliards.

La défense de l'Ukraine, par les travailleurs et avec leurs propres armes

Entre un Poutine voulant lui imposer sa dictature, les loups occidentaux à l'affût des marchés et ses propres capitalistes, le peuple ukrainien ne peut compter pour se défendre que sur lui-même. Les troupes russes occupent presque 20 % du territoire. De son côté, le régime de Zelensky s'appuie sur le grand capital occidental, sur les couches privilégiées de la bourgeoisie ukrainienne aussi, dont des capitalistes qui ont longtemps oscillé entre l'appui de la Russie ou l'appui de l'UE, et voient désormais plus d'opportunités pour leurs affaires du côté du camp occidental. La solution ne peut pas venir de ces ennemis des travailleurs mais de l'irruption des masses ouvrières sur l'arène politique, en toute indépendance des bourgeoisies nationales.

- En **Russie**, nous affirmons notre **solidarité totale** avec **tous les militants** et **militantes** qui s'opposent au régime de Poutine. Nous exigeons la **libération de tous les manifestants et manifestantes** emprisonnés.
- En **Ukraine**, nous affirmons notre **solidarité** avec **toutes les luttes ouvrières**, contre l'utilisation de la guerre par le gouvernement pour limiter les droits ouvriers et démocratiques.
- Ici en **France**, nous disons : **Non** à la **hausse des budgets militaires** ! **Non** aux **ingérences impérialistes** : retrait des troupes de l'Otan de l'est de l'Europe et du monde !

Ce que « préfèrent les smicards », c'est 400 euros d'augmentation et 2 000 euros net par mois !

Accueilli par des huées et des bousculades, Macron a inauguré avec plusieurs heures de retard un Salon de l'agriculture investi par les CRS : accepter les demandes des capitalistes qui dirigent la FNSEA n'a pas calmé la colère des petits paysans qui, eux, ne sont pas des capitalistes.

Le même jour, la Une du journal La Marseillaise citait Macron lors d'une rencontre à l'Élysée : « Les smicards préfèrent téléphones et abonnements VOD plutôt qu'une alimentation saine. » On ne sait pas de qui ressort le plus dans ces propos : la morgue ou la bêtise... Un certain nombre de « smicards » sont obligés de sauter un repas sur deux : sûr que ce n'est pas une façon très saine de s'alimenter ! Et donc, ce que « préféreraient les smicards », c'est ne pas se demander dès le 10 comment finir le mois ; c'est un Smic à 2 000 euros net, entre autres pour pouvoir se nourrir « sainement ».

De bonnes raisons de joindre nos colères à celle des petits paysans !

L'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens au « point de rupture »

Dans une lettre au président de l'Assemblée générale de l'ONU, le responsable de l'Agence onusienne pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Philippe Lazzarini, indique : « C'est avec un profond regret que je dois aujourd'hui vous informer que l'Agence a atteint un point de rupture, avec les appels répétés d'Israël à son démantèlement et le gel des financements de donateurs face à des besoins humanitaires à Gaza sans précédent ». L'UNRWA, créée en 1949, emploie quelque 30 000 personnes dans les territoires occupés, au Liban, en Jordanie et en Syrie, où elle gère notamment écoles et hôpitaux au profit de la population palestinienne, notamment des réfugiés de 1948 et leurs descendants. Depuis le début de la guerre de Gaza, Israël a accusé, sans avancer aucune preuve concrète, 12 salariés de l'Agence d'avoir participé à l'attaque du Hamas du 7

octobre. Seize pays occidentaux, menés par les États-Unis, ont aussitôt utilisé ce prétexte pour suspendre leur financement à l'Agence pour un total de 450 millions de dollars (415 millions d'euros). Une façon de manifester leur soutien à l'État sioniste sur le dos de la population civile palestinienne.

Jeux Olympiques : coûteuse opération de communication à destination des écoliers

Dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris, quatre millions d'élèves, scolarisés du CP au CM2, vont recevoir d'ici juin un livret accompagné d'une pièce commémorative de 2 euros de la Monnaie de Paris. Une opération du ministère de l'Éducation dont le coût est estimé à près de 16 millions d'euros. Dans ce livret « pédagogique » d'une dizaine de pages, quatre sont consacrées à des textes écrits par Emmanuel Macron, Amélie Oudéa-Castera, la ministre des Sports, et Gabriel Attal lorsqu'il était ministre de l'Éducation. Le but est de « sensibiliser les élèves du primaire à l'événement historique que seront les Jeux Olympiques », explique-t-on au ministère. Et d'ajouter ; « ce livret permettra aux élèves ainsi qu'à leurs professeurs de garder une trace de cet événement inédit, mais aussi de s'inscrire dans un héritage et un souvenir communs ». Fermer le ban. Mais pour Guislaine David, porte-parole du premier syndicat des écoles, le SnuiPP-FSU, ce fascicule ne sert à rien. « Ce livret est inutile d'un point de vue pédagogique... Vous avez des charades et des mots croisés pour un enfant de CP comme pour un enfant de CM2, donc personne ne va les utiliser. On a des discours du président Macron qui ne sont pas adaptés aux enfants, donc on voit bien que c'est un objet de communication pour les parents et qui coûte cher à l'Éducation nationale ». Elle évoque un « pur scandale » et rappelle que « 10 % des élèves n'iront jamais à la piscine par manque d'infrastructures ou de moyen de transport ». Ainsi, à la place de ce livret, elle « aurait préféré que cet argent aille à l'ouverture de classes, au matériel pédagogique ou sur les salaires des profs ». Nous aussi...